



# TEAMSTERS CANADA

Avril 2026

## Tendances des approbations de POSTES DE TRAVAILLEUR ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) dans le secteur du camionnage (2010-2024)



Département de la recherche et  
des politiques de Teamsters Canada

[info@teamsters.ca](mailto:info@teamsters.ca)

*Teamsters.ca*

# Tendances des approbations de postes de travailleurs étrangers temporaires (TET) dans le secteur du camionnage (2010-2024)

## Points saillants :



Le nombre annuel de permis TET approuvés pour des postes de camionneur au Canada **a plus que quadruplé entre 2010 et 2024.**



**Les approbations de postes TET** pour camionneurs en 2024 sont probablement les **plus élevées jamais enregistrées.**



Les provinces comptant **le plus grand nombre d'approbations** sont la **Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario.**



Bien que les approbations de TET aient augmenté dans toutes les professions, **elles ont progressé plus rapidement chez les camionneurs** que pour l'ensemble des demandes toutes professions confondues.



Certaines entreprises ont obtenu jusqu'à **220 postes approuvés** en une seule année



L'augmentation de ces permis témoigne d'une dépendance à des **conditions de travail médiocres** et d'un **manque de politiques publiques** visant à créer des emplois de meilleure qualité, capables d'attirer les Canadiens vers le camionnage.



**“Les défenseurs des travailleurs (...), soutiennent que ces permis fermés sont intrinsèquement exploités et que de nombreuses entreprises ont adopté des modèles d'affaires fondés sur des conditions de travail précaires.”**



## **Introduction:**

Des débats publics ont eu lieu dans les médias au sujet de l'utilisation de permis de travailleurs étrangers temporaires dans le secteur du camionnage [1]. Les employeurs soutiennent que ces permis sont nécessaires pour pourvoir des postes en raison de pénuries temporaires de main-d'œuvre. Certains groupes patronaux se sont également opposés aux efforts du gouvernement fédéral visant à réduire le nombre de permis dans ce secteur. Les défenseurs des travailleurs, pour leur part, soutiennent que ces permis fermés sont intrinsèquement exploités et que de nombreuses entreprises ont adopté des modèles d'affaires fondés sur des conditions de travail précaires [2]. Nous souhaitons évaluer la fréquence des demandes de ces permis dans le secteur du camionnage au fil du temps et déterminer quelles provinces comptent des entreprises qui ont obtenu le plus d'approbations de postes pour des TET. Nous voulons également identifier quelles entreprises ont reçu le plus grand nombre de postes approuvés pour chacune de ces années.

## **Methodes :**

Une demande d'accès à l'information a été déposée auprès d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) afin d'obtenir le nombre d'études d'impact sur le marché du travail (EIMT) positives approuvées entre 2010 et 2025 pour les postes de conducteur ou conductrice de camions de transport, classification nationale des professions (CNP) 7511. La demande formulée était la suivante:

*« Données pour les années 2010 à 2025 concernant le programme des travailleurs étrangers temporaires, soit le nombre total de postes approuvés par année et par province, ainsi que les cinq principales entreprises, avec leur nom, leur province et le nombre de postes approuvés, ayant obtenu le plus de permis pour chaque année, uniquement pour cette profession (CNP 7511 – conducteur ou conductrice de camions de transport).*

*Veillez fournir les données dans une feuille de calcul Excel lorsque possible.. »*

<sup>1</sup> Marieke Glorieux-Stryckman, « Le camionnage divisé autour des travailleurs étrangers », *Le Devoir*, publié et mis à jour le 25 juillet 2025, <https://www.ledevoir.com/economie/903901/s-camionnage-divise-autour-travailleurs-etrangers>

<sup>2</sup> Centrale des syndicats démocratiques (CSD), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), and Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), "Brief Presented by Quebec's Central Labour Bodies to the Standing Committee on Citizenship and Immigration as Part of the Consultation on Closed Work Permits and Temporary Foreign Workers," December 14, 2023, <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/441/CIMM/Brief/BR12825721/br-external/Jointly3-10816776-e.pdf>



## Résultats :

Les données obtenues montrent que le nombre de postes approuvés accordés aux entreprises cherchant à embaucher des camionneurs a augmenté de manière significative depuis 2010; voir tableau 1.

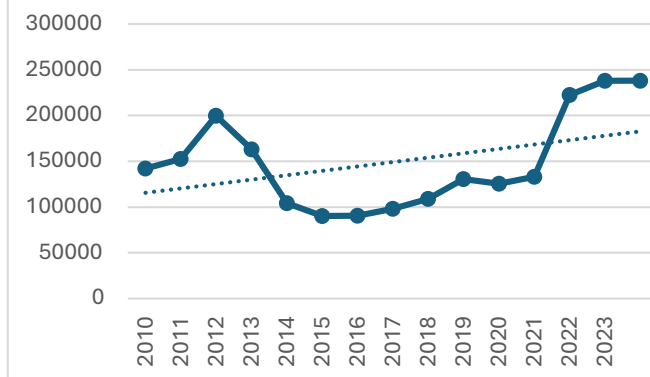
**Tableau 1. Nombre de postes TET approuvés par code CNP.**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Conducteur/trice de camions de transport 7511	2035	2765	5037	4513	1678	1556	1079	1693	1584	5052	4095	3299	7510	7286	8533
Total EIMT tous secteurs	142012	152417	199728	163034	104241	90210	90314	98146	108988	130457	125278	133178	222512	238009	238098
Proportion de camionneurs (%)	1.43%	1.81%	2.52%	2.77%	1.61%	1.72%	1.19%	1.72%	1.45%	3.87%	3.27%	2.48%	3.38%	3.06%	3.58%

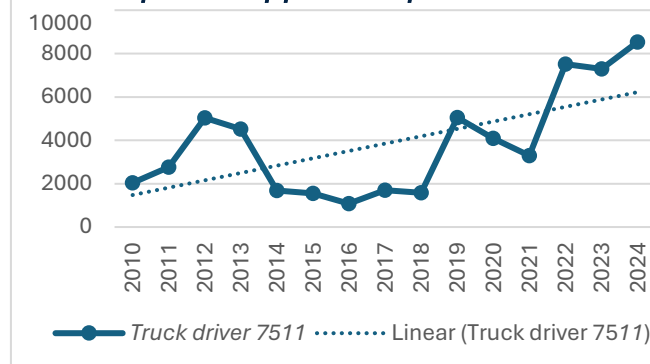
En 2010, le nombre d'EIMT positives annuelles pour les postes de camionneurs était d'environ 2 000, et il a dépassé 8 500 en 2024. Les données de 2025 ont été exclues de la plupart des analyses, car elles étaient incomplètes au moment de la demande. Les approbations d'EIMT positives dans tous les secteurs ont également augmenté, atteignant près de 250 000 en 2024. Le nombre total de postes approuvés dans de nombreux secteurs a augmenté et, bien que les emplois de camionneur représentent une minorité, ils ont occupé une proportion plus importante du total des EIMT au fil des ans. Les EIMT pour camionneurs représentaient 1,43% de l'ensemble des approbations en 2010 et sont passées à 3,58% en 2024. Les provinces qui ont pris les devants en termes de permis sont la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario, dans cet ordre (voir le graphique 4). Les demandes ont également augmenté au Québec, mais pas au niveau observé dans ces provinces.

En ce qui concerne les entreprises individuelles (voir tableau 2 – fin du document), les informations indiquent une entreprise a reçu 220 postes approuvés dans trois provinces en une seule année (H&R Transport Ltd.). De nombreuses entreprises ont demandé et obtenu plus de 100 postes approuvés en une seule année et ont continué à en recevoir un grand nombre chaque année. Par exemple, H&R Transport Ltd. – 775 postes au total (2010-2017) et Westcan Bulk Transport Ltd – 555 postes au total (2010-2013).

**Graphique 1 : Approbations totales des EIMT dans tous les secteurs**



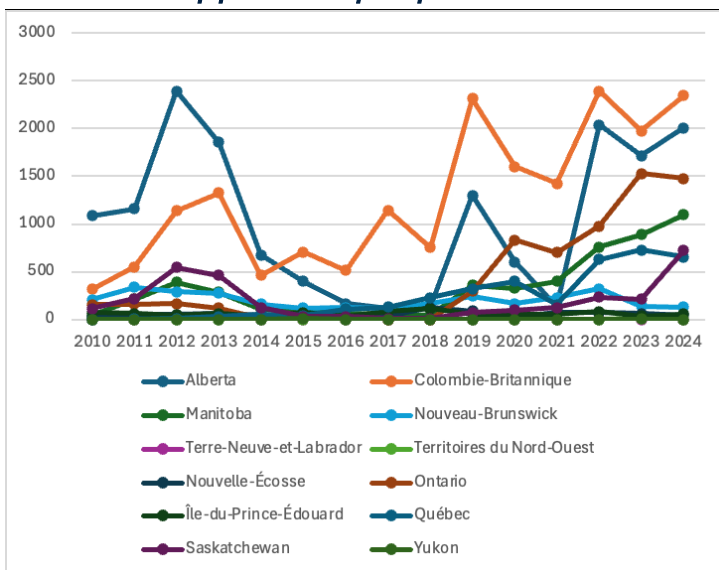
**Graphique 2 : Conducteurs et conductrices de camions de transport (CNP 7511) – postes approuvés par année**



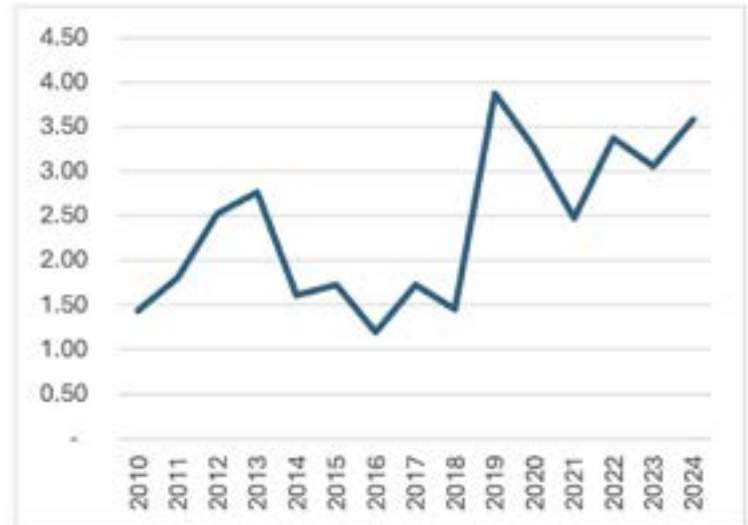
## Discussion:

Dans les années 1980, le Canada a suivi l'exemple des États-Unis en dérégulant l'industrie du camionnage. L'adoption de la Loi sur le transport des marchandises par route de 1987 a entraîné une baisse des coûts pour les expéditeurs, mais aussi une détérioration des conditions de travail pour les camionneurs. Au fil des ans, le Canada est allé plus loin que les États-Unis dans certains cas en abaissant les normes de travail, par exemple en autorisant 13 heures de conduite par jour, alors que les États-Unis limitent cette durée à 11 heures. Des organismes de défense des travailleurs ont averti que des conditions de travail difficiles, un manque de normes décentes et une faible application des lois en matière de travail éloignent de plus en plus de Canadiens de l'industrie [3].

*Graphique 4 : Total annuel des postes approuvés par province*



*Graphique 3 : Proportion des EIMT pour chauffeurs de camion*



Une étude d'impact sur le marché du travail (EIMT) est un document qu'un employeur au Canada pourrait devoir obtenir avant d'embaucher un travailleur étranger. Selon le gouvernement fédéral :

*Une EIMT positive démontre qu'il y a un besoin pour un travailleur étranger pour occuper l'emploi. Elle démontre également qu'aucun travailleur canadien ou résident permanent n'est disponible pour occuper l'emploi. Une EIMT positive est parfois appelée lettre de confirmation.*

Les données présentées concernent strictement les postes TET approuvés et non les TET qui reçoivent un permis de travail ou qui entrent au Canada. Il s'agit donc d'une mesure indirecte de l'utilisation des TET dans le camionnage. À notre connaissance, aucun rapport antérieur à celui-ci n'a tenté de quantifier l'utilisation des TET dans le camionnage.

Chaque EIMT est valide pendant 6 mois à compter de sa date d'émission, et un nouveau permis serait donc requis si le poste n'était pas pourvu l'année suivante. Les permis peuvent toutefois être prolongés pendant de nombreuses années. Une autre demande d'accès à l'information a été déposée auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour obtenir les données sur les travailleurs venus au Canada sous un permis de travail fermé pour travailler comme camionneur.

<sup>3</sup> Workers' Action Centre, *Running on Empty: Truck Drivers in Canada Are Underpaid and Overworked*, February 10, 2026, <https://workersactioncentre.org/running-on-empty-new-report-on-wage-theft-out-now/>.



On observe, au cours des 15 dernières années, une tendance marquée vers une utilisation accrue des TET dans le camionnage au Canada. Il y a également des signes que certaines entreprises s'attendent à les utiliser comme une grande proportion de leur flotte. Bien qu'ils représentent un petit pourcentage du total des permis délivrés dans le cadre du programme TET, les camionneurs constituent souvent la 5e ou 6e classification d'emploi la plus demandée.

En 2024, l'ONU a rapporté que le programme TET du Canada était un « terrain propice à des formes contemporaines d'esclavage » [4]. De nombreux défenseurs des travailleurs ont souligné que, en attachant les travailleurs à un seul employeur, ces travailleurs sont souvent vulnérables à l'exploitation. Selon les centrales syndicales du Québec, un permis TET « incite les employeurs à ne pas améliorer les conditions de travail ou à investir dans la productivité de leur entreprise » [5]. Amnesty Internationale a également publié un rapport cinglant sur le programme en 2025 [6]. Ils mentionnent que les travailleurs migrants avec permis de travail fermés qui subissent des abus ou risquent des abus peuvent demander un permis de travail ouvert auprès des autorités fédérales. Ils soulignent également que les camionneurs figuraient parmi les professions les plus demandées pour un permis ouvert entre 2019 et 2021.



En 2013, le Conference Board du Canada a rapporté [7] qu'il y aurait une pénurie imminente de chauffeurs dans le secteur du camionnage. Ils ont recommandé de nombreuses mesures pour rectifier la situation, notamment une amélioration significative des conditions de travail ou des salaires dans l'industrie, la promotion de la profession de camionneur, la formation et l'obtention de permis, et un changement de politique pour reconnaître la profession de camionneur comme métier spécialisé. Ces mesures sont restées largement lettre morte.

<sup>4</sup> Obokata, Tomoya. *Visit to Canada: Report of the Special Rapporteur on Contemporary Forms of Slavery*. United Nations Human Rights Council, 22 July 2024, [documents.un.org/doc/undoc/gen/g24/120/97/pdf/g2412097.pdf](https://documents.un.org/doc/undoc/gen/g24/120/97/pdf/g2412097.pdf).

<sup>5</sup> Centrale des syndicats démocratiques (CSD), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), and Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), "Brief Presented by Quebec's Central Labour Bodies to the Standing Committee on Citizenship and Immigration as Part of the Consultation on Closed Work Permits and Temporary Foreign Workers," December 14, 2023, <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/441/CIMM/Brief/BR12825721/br-external/Jointly3-10816776-e.pdf>

<sup>6</sup> Amnesty International Canada, "Canada has destroyed me": Labour exploitation of migrant workers in Canada (January 2025), <https://amnesty.ca/temporary-foreign-workers-report/>

<sup>7</sup> Conference Board of Canada, "Understanding the Truck Driver Supply and Demand Gap and Its Implications for the Canadian Economy," February 2013, [https://www.signal49.ca/wp-content/uploads/woocommerce\\_uploads/reports/13-241\\_TruckDriverSupply.pdf](https://www.signal49.ca/wp-content/uploads/woocommerce_uploads/reports/13-241_TruckDriverSupply.pdf) (hosted by Signal49, formerly Conference Board of Canada).



Nous soutenons que les normes de travail insuffisantes dans le secteur du camionnage continuent de détourner les Canadiens du métier de camionneur, et que le programme TET permet aux entreprises de combler les pénuries tout en maintenant ces normes. L'âge moyen des camionneurs continue d'augmenter alors que moins de jeunes chauffeurs sont attirés par l'industrie [8]. L'émergence du stratagème illégal Driver Inc [9], combinée à une dépendance accrue aux permis TET, montre que, malgré une prétendue pénurie de chauffeurs, les normes de travail continuent de s'abaisser dans une course vers le bas entre les entreprises qui cherchent à sous-coter la concurrence et à maximiser leurs profits. Un rapport récent de PricewaterhouseCoopers publié en 2023 a également mis en lumière la nécessité de salaires justes et transparents, une meilleure sécurité et un meilleur équilibre travail-vie personnelle, ainsi que des améliorations des aires de repos pour attirer des travailleurs dans l'industrie, y compris les femmes [10]. Un rapport de 2026 d'une coalition de défenseurs communautaires des travailleurs a fait écho aux problèmes chroniques des conditions de travail et de sécurité et a appelé le gouvernement à fixer des taux de rémunération minimaux, à veiller à ce que tout le temps travaillé soit payé, à combler les lacunes dans les normes du travail, et à veiller à une meilleure application de la réglementation [11].



En l'absence de réglementations significatives et d'investissements pour améliorer les normes de la part du gouvernement fédéral, ces changements sont peu susceptibles de se produire d'eux-mêmes. Le gouvernement fédéral a récemment annoncé des investissements bien nécessaires pour faire respecter le code du travail et réprimer le stratagème Driver Inc [12]. Il reste à voir si ces investissements et les montants des pénalités seront suffisants pour éliminer cette pratique illégale. De même, en 2025, le gouvernement a annoncé une réduction des permis TET, ce qui a suscité une grande opposition de la part des employeurs dans le secteur du camionnage [13] mais aussi dans le secteur alimentaire [14]. Il reste à déterminer si cette annonce du gouvernement aura un impact sur cette tendance à la hausse des approbations de TET dans le camionnage.

<sup>8</sup> Trucking HR Canada, "One in Four Truck Drivers Now 55-64," *Truck News*, September 9, 2021, <https://www.trucknews.com/human-resources/one-in-four-truck-drivers-now-55-64/1003165513/>.

<sup>9</sup> What Is Driver Inc.? The \$1B Scam Some Say Is Driving Canada's Trucking Industry into Crisis," *CBC News*, June 25, 2025, <https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/driver-inc-scam-drives-truck-industry-crisis-1.7569716>

<sup>10</sup> PwC. *Truck Driver Shortage in Canada*. Food, Health & Consumer Products Canada (FHCP) and PricewaterhouseCoopers LLP, September 13, 2023. <https://www.fhpc.ca/Portals/0/Files/Industry%20Impact/FHCP%20-%20PwC%20Truck%20Driver%20Shortage%20in%20Canada%2009.13.2023.pdf?ver=2023-09-13-130559-247>.

<sup>11</sup> Workers' Action Centre, *Running on Empty: Truck Drivers in Canada Are Underpaid and Overworked*, February 10, 2026, <https://workersactioncentre.org/running-on-empty-new-report-on-wage-theft-out-now/>.

<sup>12</sup> François-Philippe Champagne, "Minister Champagne Clamps Down on Driver Inc. Scheme in Budget 2025," *Government of Canada, Department of Finance*, October 2025, <https://www.canada.ca/en/department-finance/news/2025/10/minister-champagne-clamps-down-on-driver-inc-scheme-in-budget-2025.html>.

<sup>13</sup> Marieke Glorieux-Stryckman, « Le camionnage divisé autour des travailleurs étrangers », *Le Devoir*, publié et mis à jour le 25 juillet 2025, <https://www.ledevoir.com/economie/903901/s-camionnage-divise-autour-travailleurs-etrangers>

<sup>14</sup> "Tim Hortons lobbied MPs for more temporary foreign workers over last 18 months," December 3, 2025, <https://www.cbc.ca/news/politics/tim-hortons-temporary-foreign-workers-9.7001008>



**Tableau 2 – Cinq principaux employeurs selon le total des postes approuvés, par année, 2010-2025**

Année	BN	Nom d'employeur	Province	Postes
2010	102413689	H&R Transport Ltd.	Alberta Ontario <b>Total</b>	130 20 <b>150</b>
	105627723	Westcan Bulk Transport Ltd	Alberta Saskatchewan <b>Total</b>	97 33 <b>130</b>
	124612284	AYR Motor Express Inc.	New Brunswick	78
	852887678	2052425 Ontario Inc. dba Predm Transport	Alberta Ontario <b>Total</b>	37 13 <b>50</b>
	862132560	Mainstreet Carriers Ltd.	Alberta	46
2011	102413689	H&R Transport Ltd.	Alberta Manitoba <b>Total</b>	120 40 <b>160</b>
	105627723	Westcan Bulk Transport Ltd	Alberta Saskatchewan <b>Total</b>	100 22 <b>122</b>
	862132560	Mainstreet Carriers Ltd.	Alberta British Columbia <b>Total</b>	60 30 <b>90</b>
	137246799	Transport Solutions (Sunbury Transport)	New Brunswick	90
	102837846	Kindersley Transport Ltd	Alberta Manitoba Saskatchewan <b>Total</b>	15 29 25 <b>69</b>
2012	102413689	H&R Transport Ltd.	Alberta Manitoba Saskatchewan	160 40 20



			<b>Total</b>	<b>220</b>
	105627723	Westcan Bulk Transport Ltd	Alberta Saskatchewan <b>Total</b>	124 60 <b>184</b>
	102837846	Kindersley Transport Ltd	Alberta British Columbia Manitoba Saskatchewan <b>Total</b>	30 20 30 35 <b>115</b>
	825619513	CEDA-Reactor Canada LP	Alberta	100
	100644129	GFS Prairies Inc o/a GFS Calgary	Alberta	92
2013	809178148	Direct Limited Partnership o/a Canada Cartage Systems	Alberta British Columbia <b>Total</b>	115 60 <b>175</b>
	102413689	H&R Transport Ltd. o/a H&R Transport	Alberta Manitoba Saskatchewan <b>Total</b>	110 20 20 <b>150</b>
	829345826	Syndicate Transport Ltd	Alberta British Columbia <b>Total</b>	60 60 <b>120</b>
	105627723	Westcan Bulk Transport Ltd	Alberta Northwest Territories Saskatchewan <b>Total</b>	65 2 42 <b>109</b>
	102837846	Kindersley Transport Ltd	Alberta Manitoba Saskatchewan <b>Total</b>	15 15 35 <b>65</b>



2014	809178148	Direct Limited Partnership o/a Canada Cartage Systems	Alberta	70
			British Columbia	10
			<b>Total</b>	<b>80</b>
	102413689	H&R Transport Ltd. o/a H&R Transport	Alberta	40
			Manitoba	10
		<b>Total</b>	<b>50</b>	
	120867965	McConnell Transport Ltd.	New Brunswick	46
	102837846	Kindersley Transport Ltd	Alberta	8
			Saskatchewan	26
			Manitoba	8
			<b>Total</b>	<b>42</b>
	101542645	Eassons Transport Ltd.	Nova Scotia	36
2015	809178148	Direct Limited Partnership o/a Canada Cartage Systems	Alberta	35
			British Columbia	25
			<b>Total</b>	<b>60</b>
	100689280	Bulk Carriers (P.E.I.) Limited	Prince Edward Island	40
	102413689	H&R Transport Ltd.	Manitoba	20
		Alberta	20	
		<b>Total</b>	<b>40</b>	
	119462109	SGT 2000 inc.	British Columbia	25
			Quebec	9
			<b>Total</b>	<b>34</b>
	104761937	Seafood Express (PEI) Limited	Prince Edward Island	30
2016	809178148	Direct Limited Partnership o/a Canada Cartage Systems	Alberta	50
			British Columbia	20
			<b>Total</b>	<b>70</b>
	134463876	Système Danfreight inc.	Quebec	49
	829133768	4 Tracks Ltd.	Manitoba	25



	102413689	H & R Transport Ltd.	Manitoba	5
			Alberta	20
			<b>Total</b>	<b>25</b>
	120867965	McConnell Transport Ltd.	New Brunswick	22
2017	100689280	Bulk Carriers (P.E.I.) Limited	Prince Edward Island	55
	102413689	H & R Transport Ltd.	Alberta	20
			Manitoba	20
			<b>Total</b>	<b>40</b>
	134463876	Système Danfreight inc.	Quebec	39
	104761937	Seafood Express (PEI) Limited	Prince Edward Island	30
	105066419	Sunbury Transport Limited	New Brunswick	22
2018	100689280	Bulk Carriers (P.E.I.) Limited	Prince Edward Island	75
	134463876	Systèmes Danfreight Inc.	Quebec	36
	101096519	Connors Transfer Limited	New Brunswick	35
	124612284	AYR Motor Express Inc.	New Brunswick	31
	104761937	Seafood Express (PEI) Limited	Prince Edward Island	30
2019	120867965	McConnell Transport Ltd.	New Brunswick	70
	867629834	Light Speed Logistics Inc	Alberta	60
	821739331	Daytona Freight Systems Inc.	Nova Scotia	50
			Ontario	10
			<b>Total</b>	<b>60</b>
	104761937	Seafood Express (PEI) Limited	Prince Edward Island	40
	124612284	AYR Motor Express Inc.	New Brunswick	40
2020	867629834	Light Speed Logistics Inc.	Alberta	50
	124612284	AYR Motor Express Inc	New Brunswick	40
	864449038	New-Way Trucking Ltd.	British Columbia	16
		Ontario	18	
		<b>Total</b>	<b>34</b>	



	100689280	Bulk Carriers (P.E.I.) Limited	Prince Edward Island	32
	128778131	Prince Logistic Services	Quebec	31
2021	867629834	Light Speed Logistics Inc.	Ontario	50
	105066419	Sunbury Transport Limited	New Brunswick	45
	829345826	SYNDICATE TRANSPORT	Alberta	40
	124612284	AYR Motor Express Inc	New Brunswick	40
	104761937	SFX Transport	Prince Edward Island	38
2022	128778131	Prince Logistic Services	New Brunswick Quebec <b>Total</b>	40 68 <b>108</b>
	867629834	Light Speed Logistics Inc.	Alberta	100
	857065338	Sysco Canada, Inc.	New Brunswick Nova Scotia Ontario Quebec Newfoundland and Labrador <b>Total</b>	9 12 4 19 3 <b>47</b>
	105066419	Sunbury Transport Ltd	New Brunswick	46
	100689280	Bulk Carriers (P.E.I.) Limited	Prince Edward Island	45
2023	128778131	Prince Logistic Services	New Brunswick Ontario Quebec <b>Total</b>	40 5 74 <b>119</b>
	867629834	Light Speed Logistics Inc.	Alberta	100
	829133768	4Tracks Ltd.	Manitoba Saskatchewan <b>Total</b>	50 50 <b>100</b>
	840089155	RIG LOGISTICS INC.	Alberta	60
	855584793	Highlight Motor Freight Inc.	Ontario	49



2024	128778131	Prince Logistic Services	New Brunswick	20
			Quebec	64
			<b>Total</b>	<b>84</b>
	829133768	4Tracks Ltd.	Manitoba	25
			Saskatchewan	40
			<b>Total</b>	<b>65</b>
2025 (janv. - sept)	867629834	Light Speed Logistics Inc.	Alberta	50
	855584793	Highlight Motor Freight Inc.	Ontario	45
	740452529	Kundra Bros Transport	Saskatchewan	43
	723849485	Denali Transport Inc	Saskatchewan	80
	128778131	Prince Logistic Services	Ontario	10
			Quebec	34
		<b>Total</b>	<b>44</b>	
	842395527	Natt Enterprises Ltd	British Columbia	35
	855584793	Highlight Motor Freight Inc.	Ontario	33
	840454565	Triple Eight Transport Inc.	British Columbia	30
	809393994	Transway Transport Inc.	Ontario	30

